

L'avenir radieux d'ATTAC

Le 9 décembre, Attac aura élu un nouveau conseil d'administration qui aura pour première tâche, non pas de proclamer abstraitement l'avènement d'une nouvelle ère démocratique pour l'association, mais de mettre en place des pratiques permettant de restaurer progressivement la coopération et la complémentarité de ses différentes composantes : élus, membres fondateurs, comités locaux, conseil scientifique. Ce n'est pas un pari gagné d'avance, d'une part parce que si la fraude électorale lors de l'élection de juin est maintenant prouvée matériellement, les fraudeurs ne sont pas identifiés et certains d'entre eux pourraient se retrouver dans le nouveau CA, d'autre part parce que les réformes de statut souhaitées par une forte majorité de l'association pourraient ne pas aboutir faute de quorum (nous appelons les adhérents qui ne l'ont pas fait à participer au vote). Il sera donc nécessairement long d'établir un nouveau consensus, portant à la fois sur les " nouveaux fondamentaux d'Attac " et sur ses principes de fonctionnement. Ceci se réalisera si la conviction est ancrée qu'Attac est plus que jamais indispensable dans une période où le mouvement altermondialiste cherche à élaborer et à promouvoir une alternative au néolibéralisme. En France où s'ouvrent deux années d'échéances électorales aux enjeux élevés, des initiatives diverses se développent dans le

POLITIS RISQUE DE DISPARAÎTRE :

placé en dépôt de bilan depuis le 8 août, l'hebdomadaire doit faire face à une situation d'urgence pour assurer sa survie. Après le retrait inattendu du repeneur pressenti pour son plan de relance, le personnel a décidé de sauver son journal avec le soutien de ses lecteurs, de ses amis et de tous ses sympathisants :

Un appel est donc lancé afin de réunir la somme d'un million d'euros d'ici le 8 Novembre. Le soutien massif déjà reçu montre que l'objectif est en passe d'être atteint : plus de 800 000 euros ont déjà été collectés. Politis, doit continuer à vivre !

Attac pays d'Aix a apporté un soutien financier de 100 euros.

Il est possible de continuer à les soutenir en envoyant un chèque à l'ordre de : Association «pour Politis» à l'adresse suivante : Association «Pour Politis», c/o Politis, 2 impasse Delaunay, 75 011 Paris.

même sens. Ainsi les comités "unitaires" issus de la campagne pour le NON au traité constitutionnel ont élaboré une "charte antilibérale" et tentent de faire naître un pôle politique antilibéral face aux tenants du dogme du libre échange généralisé. Attac se dote avec le "Manifeste de rupture avec les politiques néolibérales" d'un outil qui doit apporter aux militants et aux comités locaux un ensemble de réflexions leur permettant d'approfondir la réflexion et de développer des initiatives de débat et de rassemblement au niveau local, national et européen. Il s'agit de promouvoir, notamment dans les relations Nord Sud, une dynamique, soucieuse à la fois des préoccupations sociales, écologiques et économiques. Cette dynamique ouvre la porte à un large débat sur le développement, la croissance (décroissance), la répartition des richesses et la réforme des institutions internationales (OMC, Banque mondiale, FMI, ONU), les relations entre l'Europe et les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) etc...Elle permet également de s'interroger sur de nouvelles formes d'organisation sociale mises en œuvre pour résister aux dommages causés par le capitalisme néolibéral. Le dernier film de Fernando Solanas "La Dignité du Peuple" présente "les petites victoires quotidiennes des "laissés- pour-compte", les actions solidaires qui démontrent comment ce monde peut être changé" filmées après la crise subie par le peuple argentin... Signalons ici, outre la sortie du "Manifeste", deux échéances importantes au cours du premier semestre 2007 : Le séminaire organisé par le Conseil Scientifique d'Attac le 17 ou 24 mars 2007, à Paris " LE MOUVEMENT SOCIAL QUESTIONNÉ PAR L'ÉCOLOGIE. En juin 2007, une réunion du conseil de l'Union européenne et une rencontre du G8 qui vont se tenir à Rostock en Allemagne". L'objectif de notre comité local est de faire en sorte que l'avenir de notre association se présente, sinon sous un jour "radieux", du moins en ordre de marche pour participer efficacement au rassemblement du mouvement altermondialiste.

Bernard Lagune

Nos rendez-vous

Jeudi 09 novembre à 19h00

**L'eau : bien commun
de l'humanité**

Maison des associations,
Le Ligoures, pl Romée de
Villeneuve, Encagnane.

Mardi 14 novembre à 19h00

**Réunion départementale
pour les adhérents des**

Bouches du Rhône:

**Débat collectif :
Quel avenir pour ATTAC ?**

dans le contexte
des prochaines
élections au CA d'Attac
France, une pluralité
de sensibilités seront
présentes.

CREPS, chemin
de Guiramande,
Pont de l'Arc, Aix.

Jeudi 14 décembre à 19h00

**Manifeste d'Attac , droits
des femmes : en finir avec
la pauvreté,
la précarité et l'inégalité
hommes/femmes..**

Maison des associations,
Le Ligoures, pl Romée de
Villeneuve, Encagnane.

AGENDA NOV.-DÉC.

Mardi 07 novembre à 19h30
 "Le soja contre la vie ?" avec projection d'extraits de films montrant, en Argentine et au Brésil, les effets dévastateurs sur la vie et l'environnement de l'industrialisation croissante de la filière soja-élevage. Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan.

Mercredi 08 novembre à 19h00
Enfants en difficultés : Quelles réponses politiques ? en collaboration avec la LDH (Ligue des Droits de l'Homme) MMSH, 5 rue Château de l'Horloge à Aix - Jas de Bouffan,

Jeudi 09 novembre à 19h00
L'eau : bien commun de l'humanité Maison des associations, Le Ligoures, pl Romée de Villeneuve, Encagnane,

Mardi 14 novembre à 19h00
Réunion départementale pour les adhérents des Bouches du Rhône: Débat collectif : Quel avenir pour ATTAC ? dans le contexte des prochaines élections au CA d'Attac France, une pluralité de sensibilités seront présentes. CREPS, chemin de Guiramande, Pont de l'Arc, Aix

Mardi 21 novembre à 19h30
"Croissance ou Décroissance : de quoi et pour qui ?" Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan

Mardi 05 décembre à 19h30
"Quand l'Europe s'occupe de ses anciennes colonies" Les Accords de Partenariats Economiques (APE) entre l'Union Européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan.

Jeudi 14 décembre à 19h00
Manifeste d'Attac , droits des femmes : en finir avec la pauvreté, la précarité et l'inégalité hommes/femmes. Extraits du film "Who's counting" qui met en lumière le Système de Comptabilité Nationale de l'ONU qui ne reconnaît pas d'autre valeur que l'argent . Maison des associations, Le Ligoures, place Romée de Villeneuve, à Encagnane,

Mardi 19 décembre à 19h30
"Pour construire une alternative au néolibéralisme, comprendre la monnaie" en liaison avec le premier thème du Manifeste d'Attac. Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan

Mardi 02 janvier 2007 à 19h30
Libre échange autour des événements de fin d'année et d'un verre... Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du Deffens, au Jas de Bouffan.

Aix-croissance : réunion les 1er lundi du mois à 20h
contact : Dany Tressera : 06 15 09 38 01 chundany@aol.com

Dettes / Taxe Tobin : réunion les 1er lundi du mois à 19h30 chez Raymonde Lagune
Contact : Raymonde Lagune 04 42 96 66 46 / Anne-Marie Quetglas 04 42 27 97 94

Économie solidaire / Cigale, réunion 4ème jeudi du mois : **contact** : Ernest Hussy 04 42 92 67 15
Environnement : le 3ème jeudi du mois : les jeudis 16 Novembre et 21 Décembre à 20 h « sur la route de Samarkande » 10 rue Campra; **Contact** Anne-Marie Quetglas 04 42 27 97 94

Femmes, genre et Mondialisation : **contact** : Claudine Blasco 04 94 78 58 69
 Réunion mardi 7 novembre à 19h00 chez Valérie Brûlant à Aix, 06 77 74 58 85

Attac Jeunes : **contact** : David Cena 06 76 11 72 12, Raphaël Pradeau 06 14 98 52 60

Attac au Jas : **contact** : M et J Fourny 04 42 21 65 45 et Jacques Villar 04 42 27 21 87

Cours d'économie de Renaud Gallimard : le 2ème mercredi du mois à 19h00, salle de la bibliothèque, Centre JP Coste; mercredi 8 novembre « organisation et financement de l'Etat », et le 13 décembre. **contact** : Mirka Sevcikova : 06 64 52 03 56

Stand marché Richelme samedi à partir de 10h15: **contact** Anne-Marie Quetglas 04 42 27 97 94

Stand marché Bois de l'Aune (Jas) samedi à partir de 10h30: **Contact** J et M Fourny 04 42 21 65 45

Tractage : **contact** Raymonde Lagune 04 42 96 66 46

Responsable fichier adhérents : Valérie Brûlant 06 77 74 58 85

Contact presse : Dany Tressera 06 15 09 38 01

GROUPE DE TRAVAIL

Quel avenir pour ATTAC ?

ATTAC constitue un outil militant d'éducation populaire tourné vers l'action plus que jamais indispensable dans la période marquée par une offensive néo-libérale violente; il s'agit de préserver l'outil et de le conforter au risque de régresser de plusieurs années en arrière. Mais à la condition qu'Attac porte l'exigence éthique, démocratique et collective au cœur de son fonctionnement.

Nous avons tous été meurtris par la fraude qui a été prouvée par la commission d'enquête coprésidée par Nuri Albala et René Passet, et nous la condamnons sans appel, l'éthique devant être un des fondements d'Attac. Nous devons analyser la crise que traverse Attac dont une des clés est une vision contradictoire de la structure et donc de la nature d'Attac.

Nous devons aussi recréer les conditions pour qu'Attac reprenne toute sa place dans l'espace citoyen et au sein du mouvement altermondialiste

1) De nouvelles élections sont organisées pour début décembre.

Il est question de restaurer progressivement la confiance, en instaurant plus de démocratie en interne. Les nouvelles élections seront éclairées par des textes sur lesquels se positionneront les candidats. Vous les recevrez mi-novembre.

- Les conditions du déroulement du scrutin

seront encadrées strictement pour assurer sécurité et sincérité des votes et du dépouillement

2) Il s'agit aussi de poursuivre la réflexion sur "Le Manifeste" d'Attac qui trace les perspectives et les axes de lutte contre le néolibéralisme :

le chantier avance bien, on a pu le constater à la dernière CNCL.

Nous, comités locaux du département des Bouches du Rhône, nous vous invitons à en discuter dans le cadre d'un **Débat Collectif sur "Quel avenir pour Attac"** où pourront s'exprimer les différentes sensibilités présentes à Attac, en présence de candidats du département au futur Conseil d'administration d'Attac.

A l'ordre du jour :

- l'état des lieux sur les modalités de fonctionnement d'Attac (rôle des instances de direction, place des fondateurs, des membres actifs, des CL, du Conseil Scientifique), la situation financière, le chantier du Manifeste, les orientations nouvelles préconisées (rôle d'Attac, fonctionnement, actions prioritaires..)

Réunion départementale des adhérents des BdR. Mardi 14 novembre à 19h00 au CREPS salle C3, ch de Guiramande, Aix

Faisons en sorte qu'Attac sorte définitivement de cette crise renforcée et enrichie dans ses fondements.

La fraude : preuve et conséquence

Le 30 septembre lors de la Conférence Nationale des Comités Locaux, Nuri Albala et René Passet rendaient public le rapport de la commission d'enquête sur les élections, qu'ils coprésidaient qui conclue ainsi : « A ce stade, nous pouvons déclarer en conscience que la preuve matérielle d'une fraude en faveur de la tendance favorable à la présidence sortante est établie. Pour nous, ce constat clôt toute controverse concernant ce point ». Néanmoins l'identification des 4 ou 5 fraudeurs avérés n'a pas été possible. Dans la semaine qui a suivi Jacques Nikonoff annonçait qu'il démissionnait et ne

sollicitait pas de nouveau mandat. 12 autres membres actifs du CA ayant été favorisés par la fraude ont eux aussi démissionné. La question du dépôt ou non de plainte contre X est en débat. Des élections par correspondance pour le renouvellement du CA auront lieu fin novembre. Il sera important de lire les textes d'éclairage. Une réunion départementale des adhérents est organisée dans ce contexte le 14 novembre à Aix. Nous vous informons qu'Attac pays d'Aix parraine Raphaël Pradeau, candidat au futur CA d'Attac France.

Valérie Brûlant

Enfants en difficultés.

Quelles réponses politiques ?

Conférence-débat avec la Ligue des Droits de l'Homme et Attac Pays d'Aix, et le soutien de l'Association « Pas de Zéro de conduite pour les enfants de 3 ans »

Ces dernières années la perversité naturelle des enfants est devenue un genre à la mode dont les effets, parfois étonnants, sont montés en « faits divers » propres à effrayer les braves gens à l'ouverture du 20 heures. Récemment une exclusion de huit jours d'école maternelle a été prononcée par un inspecteur d'académie à l'égard de 4 petits garçons de moins de 5 ans soupçonnés de pratiquer « une sorte de tournante » dans la cour de l'école. Un tourbillon médiatique s'est aussitôt emparé de cet « événement ». Bonne aubaine dans un contexte où deux lois sont aujourd'hui encore en instance au Parlement : la loi relative à la Prévention de la délinquance adoptée le 21 septembre par le Sénat et la loi relative à la Protection de la l'enfance, adoptée le 21 juin, qui prétendent apporter des réponses politiques à ces « étranges maladies mentales » dont souffrent maintenant les enfants et/ou à cette « précocité » de la délinquance qui semble aller au delà de toute limite.

Interrogé sur cette affaire, Boris Cyrulnik dans Marianne du 7 octobre 2006 nous rappelle que tous les petits garçons ont soulevé les jupes des filles pour les embêter et faire rire les copains. Les filles, c'est leur rôle, ne veulent pas se laisser faire. *«Nommer « agression » ce qui est une découverte indispensable, est la preuve que les adultes ne savent plus apprendre la sexualité aux enfants. On doit apprendre aux enfants à respecter le corps de l'autre, non par un « procès » et en excluant, mais par des récits, des chants, des rondes et des « gronderies ». ... Dans les crèches si les bébés avaient des mitraillettes, ce serait un carnage, mais la fonction de la culture c'est précisément d'empêcher la violence. »*

Ces vérités toutes simples, il semble que progressivement les institutions en oublient le sens. Immergés dans ces lieux collectifs d'éducation que sont les écoles, les collèges, livrés souvent à eux-mêmes faute d'adultes en nombre suffisant pour les encadrer, intoxiqués pendant leurs loisirs par la publicité pour toutes sortes de produits les concernant, les dessins animés, les jeux électroniques, dont la transgression est le fond de commerce, les enfants subissent la déshumanisation ambiante de la société. Et quand ils font des « bêtises », ou bien on déclare qu'ils sont malades et on les mène chez le docteur, qui a sûrement un bon remède à proposer, ou bien on les sanctionne comme les grands !

Etrange contradiction d'une société qui renvoie le vécu individuel, soit à d'étranges « maladies », le plus souvent qualifiées de « génétiques », qu'il s'agirait de soigner, soit à la « rationalité » de l'individu dont il faut punir la perversité. Quelle place pour la culture et les conditions sociales d'existence dans cette construction des personnalités ? Quelle place au courage et à la volonté politique de résister à la plus grande pente imposée par la dérive néo-libérale dans laquelle nos sociétés s'engloutissent et qui déconstruit les solidarités ?

Tel sera le thème de la rencontre organisée par la Ligue des Droits de l'Homme et Attac Pays d'Aix, avec le soutien de « Pas de Zéro de conduite pour les enfants de 3 ans », **Mercredi 8 novembre 2006 à 19 heures** à la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, 5 rue Château de l'Horloge au Jas de Bouffan. Après une présentation des risques de médicalisation des difficultés scolaires des enfants, les principales mesures des projets de loi en cours seront abordées et suivies d'un débat.

Attac Pays d'Aix

Semaine de la Solidarité Internationale

Dans le cadre de la Semaine de la Solidarité Internationale, les adhérents d'ATTAC sont cordialement invités à participer à la **rencontre-débat** avec 2 syndicalistes équatoriens, représentants de travailleurs de plantations, **lundi 13 novembre à 18h30**. Cette manifestation est organisée par Artisans du Monde Pays d'Aix, avec la collaboration du Comité Jean Jaurès de l'IEP d'Aix et Fac verte, sur le thème : «Banane à tout prix», le cas de l'Equateur. Elle se tiendra à la **Cave aux huiles, place de l'Archevêché**. Plus d'infos à ADM, 04 42 96 07 47.

Catherine Crassous, pour ADM

Manifeste d'ATTAC, droits des Femmes :

en finir avec la pauvreté, la précarité et l'inégalité hommes/femmes

Le néolibéralisme s'appuie sur l'organisation patriarcale de la société. D'une part il profite de la gratuité du travail domestique féminin dont la reproduction de la force de travail, ne l'incluant jamais dans sa comptabilité. D'autre part il se sert du statut inférieur des femmes et des stéréotypes sexistes pour baisser les salaires d'abord des femmes et ensuite des métiers féminisés. Les femmes constituent une réserve de main d'œuvre peu chère et jetable au gré des besoins des entreprises. Au Sud dans les zones franches d'exportation, les bas salaires et le sous-statut des femmes ont suscité des délocalisations. Au Nord, le travail à temps partiel construit sur la base de l'inégal partage des charges familiales entre les sexes, a été développé par les politiques gouvernementales pour servir l'intérêt des entreprises et jouer le rôle de variable d'ajustement à la fluctuation de l'activité.

Parce que le système néo-libéral ne peut fonctionner qu'en s'appuyant sur les grands rapports de domination existants, la réalisation de l'égalité entre hommes et femmes constitue un des piliers de toute stratégie anti-libérale.

C'est pourquoi le groupe genre du Conseil Scientifique a proposé dans le cadre du manifeste le partage équitable du travail entre les femmes et les hommes, ce qui comprend à la fois le travail rémunéré (l'emploi) et non rémunéré (les tâches familiales). L'égalité salariale, la lutte contre le chômage et la précarité, la taxation du travail à temps partiel. La création d'un service public de la petite enfance et d'accompagnement des personnes dépendantes. La lutte contre les stéréotypes sexistes et pour le partage des tâches. La généralisation des droits propres (non fondés sur le statut familial) et harmonisation par le haut des droits des femmes. La lutte contre la mondialisation de la prostitution et de la traite des êtres humains par le démantèlement des réseaux proxénètes et de la criminalité financière... La parité à tous les niveaux de la vie démocratique. La généralisation des statistiques sexuées. L'accès des femmes aux ressources comme la terre et le crédit, la formation, les technologies.

Ceci n'est qu'un résumé d'une proposition ouverte pour vous permettre de contribuer à l'élaboration des alternatives.

Judi 14 décembre à 19h au Ligourès nous consacrons la réunion mensuelle d'Attac sur le sujet avec des extraits du film «who'counting, sexe, mensonge et mondialisation», dans lequel est abordé le système de comptabilité nationale de l'ONU qui ne reconnaît que ce qui passe par le marché, qui génère des recettes, un système qui ne reconnaît pas d'autres valeurs que l'argent. La paix, la préservation des ressources naturelles, la reproduction, les tâches familiales n'ont pas de valeur dans notre système économique...

Claudine Blasco, cblasco2@wanadoo.fr

ATTAC et les collectifs unitaires

Déclaration des représentants des Comités Locaux d'Attac des B du Rh (13) sur la participation de militants d'Attac dans les Collectifs pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes en 2007 .

Depuis la naissance des Collectifs unitaires, le problème de la présence de notre association en tant que telle dans ces structures a souvent été abordée, en interne comme en externe. Il est arrivée parfois que notre signature apparaisse dans certaines de ses publications. Si chaque Comité Local de notre association dispose de la maîtrise entière de ses choix, nous tenons à rappeler la position en cours dans Attac sur ce sujet.

Nous avons très largement participé et impulsé les Collectifs contre le TCE; nous avons participé dans le même esprit aux Collectifs du 29 mai.

Ces structures correspondaient entièrement à nos objectifs d'éducation populaire par le travail de clarification et d'explication des conséquences des politiques libérales menées passées, présentes ou à venir. Par ailleurs, ces structures n'avaient pas vocation à déterminer ou soutenir un candidat à une quelconque élection.

Les Collectifs unitaires ont, eux, cette fonction; c'est l'objet même de leur existence : rassembler autour d'une candidature de rupture, dans le fond et dans la forme, tous ceux

qui se reconnaissent dans la lutte anti-libérale ou qui ont à en subir les effets dévastateurs.

Pour cette raison, nous ne pouvons participer en tant qu'association à ces Collectifs unitaires.

Nous sommes, en cela, fidèles aux fondements de notre mouvement et tenons compte de la diversité des forces politiques ou/et citoyennes qui fait notre richesse. Choisir parmi les candidatures nous couperait d'un certain nombre d'adhérents qui recherchent dans Attac un lieu de rassemblement, de confrontation, d'explication. Nous avons choisi cette voix, nous la tenons :

«éducation populaire tournée vers l'action».

C'est d'ailleurs parce que nous sommes tournés vers l'action que nombre de militants se retrouvent dans les Collectifs unitaires. C'est en restant fidèle à sa spécificité que chacun, vous et nous, trouvera le plus à gagner dans notre combat commun contre le libéralisme. Cette position ne nous empêchera nullement de nous retrouver avec vous et d'autres forces sociales sur le terrain des luttes (comme ce fut le cas lors de la mobilisation contre le CPE) pour riposter à toutes nouvelles offensives du néolibéralisme.

Nous avons mené des batailles communes, d'autres suivront et nous serons, à nos places et fonctions respectives, «tous ensemble».

“La Dignité du Peuple” de Solanas un film à voir absolument à Aix au cinéma Renoir à 19H15 à partir du 25 octobre.

Les films de Solanas sont incontournables. Pour tous ceux qui découvrent, étudient ou s'intéressent à l'Argentine, ils sont un passage obligé et salutaire. Après “Mémoire d'un saccage », Fernando Solanas nous offre un second opus, “La dignité du peuple”, qui nous montre dans des actions collectives mais aussi à travers des portraits d'hommes et de femmes, comment les Argentins les plus humbles tentent de s'organiser individuellement et collectivement, pour faire face à la crise qui a touché le pays en décembre 2001. Il faut absolument aller voir et soutenir ce beau film, d'une grande humanité, dédié à la résistance d'un peuple qui subit de plein fouet la logique de la dette et les prescriptions du FMI et de la Banque mondiale.

Raymonde Lagune

CONTRE LES RÉFORMES NÉO-LIBÉRALES DU GOUVERNEMENT SOCIALISTE, PRÈS DE 100 000 MANIFESTANTS DANS LES RUES DE LISBONNE, LE 12 OCTOBRE

Contre la privatisation des services publics, des transports et de l'énergie,... la réforme des retraites, de la sécurité sociale, des services sociaux, de l'éducation, de l'administration publique,... le chômage, le travail précaire, la dévalorisation des salaires, l'injustice sociale, la fermeture d'hôpitaux, de maternités, de services d'urgence,... le manque de médecins et d'inspecteurs du travail,... On aurait pu se croire en France, mais c'était ce que dénonçaient les syndicats portugais qui avaient appelé à cette manifestation énorme pour Lisbonne. Les médias français en ont-ils parlé ?

Aux slogans dénonçant la politique gouvernementale et aux revendications qui étaient à peu près les mêmes que chez nous, s'ajoutait une rengaine reprise par la foule, “mentiroso, mentiroso” (menteur) à l'adresse du chef du gouvernement. En effet, l'artisan de ces réformes néo-libérales, que l'on retrouve dans presque toute l'Union Européenne, est le gouvernement de José Socrates, issu du parti socialiste portugais, qui avait dû omettre d'inscrire ces réformes dans son programme de campagne.

Le parcours de la manifestation, qui partait d'une place centrale de Lisbonne, proche du Tage, pour s'achever devant l'Assemblée de la République passait devant le siège national du parti socialiste. Face à cet édifice, les huées et sifflets s'ajoutaient aux “mentiroso”.

Au soir des manifestations, le chef du gouvernement, José Socrates, allait jusqu'à affirmer sa détermination à poursuivre ces réformes, à ne pas changer de ligne, car, face à la rue, il avait pour lui la légitimité électorale. Dans une déclaration à la presse, le député dissident du PS, Manuel Alegre* (qui s'est présenté à l'élection présidentielle contre Mario Soares, le candidat désigné par le parti socialiste, et qui a obtenu plus de voix que celui-ci) affirmait que “ceux qui exercent légitimement le pouvoir, doivent, s'ils ont une sensibilité démocratique, entendre et prendre en compte les voix de la rue”.

Au même moment, la Commission Européenne, présidée par José Manuel Barroso, lui-même ancien Premier ministre portugais, encourageait le Portugal à accélérer la réforme des retraites!

Partout en Europe, les peuples sont trahis par leurs élus, “mentiroso”.... Les exigences démocratiques, sociales, environnementales sont bafouées. Avec persistance et méthode, l'Union européenne poursuit sa construction selon la matrice néo-libérale inscrite dans ses traités. Ce n'est plus au niveau national, mais à l'échelle européenne que les luttes doivent s'organiser, que les syndicats et les citoyens doivent s'unir pour rompre avec ce modèle néo-libéral qui impose la concurrence au détriment de la solidarité.

Jean et Michelle Fourny

* Depuis l'élection présidentielle, Manuel Alegre a créé un mouvement citoyen, le MIC (Mouvement d'Intervention des Citoyens) car il ne croit plus guère à la possibilité de faire évoluer les partis de l'intérieur.